

NIGERIA

Enterrements en fosse commune pour les cadavres de Maiduguri

Les autorités nigérianes ont annoncé samedi avoir enterré dans une fosse commune tous les corps non réclamés des personnes tuées cette semaine dans les combats de Maiduguri, dans le nord-est du Nigeria.

Les autorités nigérianes ont annoncé samedi avoir enterré dans une fosse commune tous les corps non réclamés des personnes tuées cette semaine dans les combats de Maiduguri, dans le nord-est du Nigeria.

«Notre équipe d'évacuation a terminé d'enlever tous les cadavres des rues de la ville. Les familles ne sont pas disposées à réclamer les corps, donc le gouvernement a décidé de les enterrer dans une fosse commune», a déclaré un porte-parole du gouvernement de l'Etat de Borno, dont Maiduguri est la capitale, Usman Chiroma, joint par l'AFP depuis la ville de Kano (nord).

Ce responsable a expliqué

qu'il était difficile pour les familles de réclamer les corps car «les morts étaient membres de (la secte) Boko Haram en guerre contre le gouvernement. Ils ne veulent pas être associés à eux».

Les autorités ont refusé de préciser le nombre de corps concernés, mais le journal *ThisDay* a évoqué samedi le chiffre d'environ 700.

«Samedi soir, tous les corps de la zone avaient été retirés», a confirmé à l'AFP un commerçant du quartier de Bayan, Lawan Galadima.

«Des employés sanitaires et des policiers les ont entassés dans des camions et emportés. Nous sommes maintenant libé-



Les forces de sécurité patrouillant dans la ville de Maiduguri.

rés de la peur qui nous gênait depuis plusieurs jours», a-t-il confié. Selon la police et des témoins, plus de 600 personnes ont péri dans les violents affrontements qui ont opposé de lundi à jeudi les forces de sécurité à des membres de la secte islamiste «taliban», aussi appelée «Boko Haram» («l'éducation occidentale est un péché» en langue haoussa), dans quatre Etats du nord du pays, Bauchi, Kano, Yobe et Borno. Les combats se sont concentrés à Maiduguri, le fief des «talibans», où leur chef Mohamed Yusuf, 39 ans, a été tué jeudi soir. Samedi, une responsable du Comité international de la Croix-Rouge, Halima Bulama, avait déclaré redouter l'apparition de maladies dont le choléra à cause des très nombreux cadavres en décomposition dans les rues de la ville.

Photos : DR

AFGHANISTAN

19 morts, dont 12 talibans, dans des violences samedi

19 personnes, dont 12 insurgés, 3 policiers et 4 soldats afghans, ont été tués samedi dans des violences dans le sud et le nord de l'Afghanistan, ont indiqué les ministères de l'Intérieur et de la Défense.

Dans la province de Nimroz, dans le sud-ouest du pays, des rebelles ont attaqué samedi un poste de police, provoquant des affrontements à l'arme légère au cours desquels 12 insurgés ont perdu la vie, a annoncé le ministère de l'Intérieur. Aucun policier n'a été tué ou blessé, précise-t-on de même source. Le même jour, quatre soldats afghans ont péri dans l'explosion d'une bombe artisanale posée sur une route par des «terroristes», qui s'est déclenchée au passage de leur véhicule dans la province du Helmand, dans le sud, selon le ministère de la Défense. Bastion des talibans, le Helmand est la zone la plus violente du pays.

Les troupes américaines et britanniques y mènent depuis début juillet d'importantes offensives visant à la sécuriser en vue des élections présidentielle et provinciales du 20 août prochain. Enfin, trois policiers dont un officier ont été tués, tou-

jours samedi, lorsque leur véhicule a été détruit par l'explosion d'une bombe artisanale dans la province de Baghlan (nord), a ajouté le ministère de la Défense. L'attaque dans le Baghlan est survenue le jour où le président sortant Hamid Karzaï, qui brigue un nouveau mandat, s'y trouvait pour son premier meeting de campagne hors de Kaboul.

Depuis le début de l'été, les troupes étrangères ont intensifié leurs opérations contre les insurgés, qui ont augmenté la fréquence de leurs attaques.

L'Otan a annoncé la mort de six soldats étrangers samedi, dont un Français et trois Américains. Cette flambée de violences, qui atteignent des records absolus depuis que les talibans ont été chassés du pouvoir fin 2001, fait craindre que les insurgés ne s'en prennent au processus électoral et ne découragent les électeurs de se rendre aux urnes, posant ainsi le



Les attentats s'intensifient.

problème de la crédibilité du scrutin. Les talibans ont appelé les Afghans à boycotter les élections et à prendre les armes contre les «envahisseurs» étrangers.

IRAN

Rezai veut que les forces de sécurité soient jugées pour les violences

Mohsen Rezai, un des trois candidats malheureux à la présidentielle, a appelé hier dimanche à des poursuites contre les membres des forces de sécurité iraniennes responsables de violences lors des manifestations ayant suivi la réélection de Mahmoud Ahmadinejad, selon l'agence Mehr.

L'appel de ce candidat conservateur à la présidentielle du 12 juin et ancien chef du corps d'élite des Gardiens de la révolution survient au lendemain de l'ouverture du procès d'une centaine de personnes, dont des figures éminentes du camp réformateur, accusées de troubles à

l'ordre public lors de manifestations post-électorales.

«Les récents incidents ont été l'œuvre de deux groupes, d'une part les émeutiers et d'autre part des responsables et éléments incontrôlés (des services de sécurité) ayant foulé aux pieds la loi», écrit Mohsen Rezai dans une lettre au chef du pouvoir judiciaire, l'ayatollah Mahmoud Hachémi Chahroudi. M. Rezai a estimé que les «contrevenants», y compris ceux ayant «attaqué les foyers de l'Université de Téhéran, frappé des détenus et des protestataires qui manifestaient dans le calme dans la rue» devaient être jugés.

«Tant que ce second procès n'aura pas lieu, justice ne sera pas faite, la République islamique souffrira encore plus et

l'enchaînement d'erreurs continuera», a prévenu M. Rezai, qui a été pendant 16 ans chef des Gardiens de la révolution.

Une trentaine de personnes ont été tuées dans des accro-

chages avec les forces de sécurité et quelque 2 000 ont été arrêtées, lors des manifestations de protestation contre la réélection du président Ahmadinejad, jugée frauduleuse par l'opposition.

Environ 250 sont toujours en détention. Au moins deux jeunes protestataires, dont le fils d'un proche allié de M. Rezai, seraient décédés des suites de blessures infligées en détention.

10 autres manifestants jugés hier

Dix autres personnes ont comparu à huis clos hier devant le tribunal révolutionnaire de Téhéran pour avoir pris part aux «incidents qui ont suivi la présidentielle» du 12 juin, a rapporté un responsable de la justice ayant requis l'anonymat, cité par l'agence Irna.

«Ce matin, dix autres accusés ont été jugés à huis clos par le tribunal révolutionnaire de Téhéran», a déclaré ce responsable.

«L'acte d'accusation a été lu pour chacun d'entre eux (...) il n'y a aucune personnalité politique connue parmi ces personnes qui ont été arrêtées lors des troubles dans la rue», a-t-il ajouté.

Le tribunal révolutionnaire de Téhéran a commencé à juger samedi une centaine de personnes, dont des personnalités du camp réformateur, pour leur participation au mouvement de contestation de la victoire du président Mahmoud Ahmadinejad lors de l'élection présidentielle du 12 juin.

Poursuivies notamment pour troubles à l'ordre public et atteinte à la sécurité nationale, les accusés encourrent jusqu'à cinq ans de prison, selon l'agence Fars.

Si en outre ils sont reconnus coupables d'être des «mohareb» (ennemis de Dieu), ils risquent la peine de mort.